



«Il ne faudra pas écouter ce qu'il dit mais regarder ce qu'il fait»

INTERVIEW

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE FRAMMERY
✉ @cframmary

Si Trump revient, la Suisse pourrait conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, écrivait vendredi dans «Le Temps» l'ancien ambassadeur Thomas Borer. Vous êtes d'accord? Il y a certainement une possibilité, mais très basse. J'étais à l'ambassade de Suisse en 2017-2021 pendant ces négociations et on n'a jamais franchi le cap des discussions préliminaires. Ce qui est absolument clair, c'est qu'aujourd'hui les républicains sont beaucoup moins *free trade* et beaucoup plus protectionnistes qu'il y a 10 ans. S'ils nouent un accord de libre-échange avec la Suisse, c'est vraiment parce qu'il y a aussi des intérêts politiques. Encore un point: les Etats-Unis n'ont que 12 accords de libre-échange bilatéral. C'est très peu. Et aucun avec un pays européen.

Ce qui est beaucoup plus imminent et réaliste pour la Suisse en ce moment, c'est la révision de notre accord de double imposition, très important pour nos investissements, nos emplois. Les négociations pour Fatca aussi sont bouclées. Cela veut dire que nous allons recevoir des données des Etats-Unis, ce ne sera plus seulement nous qui en fournirons comme on a fait ces dix dernières années. C'est une excellente chose. Si tout va bien, cela sera mis en œuvre à partir du 1er janvier 2027.

Quelle différence si c'est Trump ou si c'est Harris qui passe pour l'économie suisse? Globalement, les Etats-Unis vont rester le marché le plus important pour la Suisse. Sur ces trente dernières années, on a eu durant dix-huit ans des démocrates et douze ans des républicains à la Maison-Blanche. Et les exportations de la Suisse et les investissements ont connu une croissance dans les deux cas. Je m'en tiens là, Harris ou Trump, cela ne va pas changer grand-chose. Les pouvoirs du président sont assez limités, c'est le Congrès qui a un très grand impact. Ensuite, les Etats ont beaucoup de pouvoir sur le climat écono-

SI TRUMP REVIENT [1 / 4]

Le monde est suspendu à la présidentielle américaine. Tous les jours cette semaine, un expert se penche sur les conséquences possibles d'un éventuel retour du républicain. **Jour 1 – Quelles conséquences économiques aurait une victoire de Trump pour la Suisse?** Pistes de réponses avec Rahul Sahgal, directeur de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis.

mique, comme les cantons en Suisse, leur impact est donc bien plus grand que celui d'un président. Troisièmement, beaucoup d'outils pour les subventions aux Etats-Unis sont des lois passées par le Congrès, comme l'*Inflation Reduction Act (IRA)*. Trump va probablement essayer d'enlever des dispositions liées à la *sustainability*, grâce à des *executive orders* – il y a beaucoup recouru, tout comme Biden. Mais comme près de 80% des investissements concernent des Etats républicains, Trump n'aurait aucun intérêt à l'annuler. Les deux autres grandes lois, le *Infrastructure Act* et le *Chips Act*, sont soutenues par les deux partis.

Là où le président, la présidente, a un pouvoir, c'est dans les nominations. Qui sera à la tête du Département du commerce? Du Trésor? Chaque administration a le droit à presque 4000 *political appointees*.



RAHUL SAHGAL
DIRECTEUR DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
SUISSE-ETATS-UNIS

On n'aime pas trop l'entendre aux Etats-Unis, en Suisse, en Europe, mais il n'a finalement pas fait de choses très bêtes en économie

Ce qui est positif avec Trump pour l'économie suisse, c'est qu'il essaie d'avoir des impôts ou de la fiscalité plutôt attractifs pour les sociétés. Ce qui est négatif, ce sont ses barrières douanières, et aussi le fait que sa politique est très erratique, ce qui donne beaucoup de travail.

Le plus important n'est-il pas d'avoir de la prévisibilité? Ce qui n'est pas possible avec Donald Trump pour l'économie... Le défi avec lui, c'est qu'il dit beaucoup de choses mais ne fait pas beaucoup de ce qu'il dit. Pendant son mandat, nous avons appris à parler avec les gens qui comptent, pour comprendre ce qui est destiné à sa base et ce qu'il veut vraiment faire. Par exemple, il y a une probabilité qu'il augmente vraiment les droits de douane. Mais ensuite, il négociera avec certains pays pour, comme il l'a fait avec le Nafta, baisser ou augmenter le profit des Etats-Unis dans un accord. Je me rappelle très bien quand j'étais à l'ambassade. Le matin, on regardait ses tweets et on se demandait: «Mais qu'est-ce que ça veut dire pour la Suisse?» Ensuite, nos contacts nous disaient: «Voilà ce que tu dois savoir. Fais-moi confiance. Ce qu'il tweete, c'est pour sa base.» Ils nous ont toujours dit: «N'écoutez pas le bruit. Regardez ce qu'il fait.» Et je dois honnêtement dire que cela a assez bien marché. C'est vrai. On n'aime pas trop l'entendre aux Etats-Unis, en Suisse, en Europe, mais il n'a finalement pas fait de choses très bêtes en économie. C'est bien pour cette raison qu'il a une bonne chance aussi d'être réélu.

Avez-vous un souvenir précis du temps de l'administration Trump d'un fait qui ne pourrait pas arriver sous une administration Harris? Une chose que Trump fait et qui est moins républicaine que typiquement trumpienne, c'est ressortir des lois anciennes et rarement utilisées. Par exemple, il a trouvé des textes de 1962 si je ne me trompe pas, pour justifier des barrières douanières sur l'acier et l'aluminium au nom de la sécurité nationale. Ce sont des choses très controversées mais Biden les a laissées en place, il faut aussi le dire. C'est d'ailleurs un risque du Trump 2.0: qu'il instaure des taxes douanières de 10% en by-passant le Congrès au nom de la sécurité nationale. ■

Retrouvez sur notre site l'interview complète de Rahul Sahgal